

Les « originaires » en politique

Migration, attachement local et mobilisation électorale de montagnards

Lucie BARGEL

Résumé – L'article invite à reconsidérer l'évidence pour la sociologie électorale de la correspondance entre lieu de résidence et lieu de vote. À partir d'une enquête ethnographique et de données historiques et quantifiées inédites, il met l'accent sur la présence continue d'électeurs, de votants et d'élus non-résidents dans les petites communes de montagne. Il analyse la mobilité de ces électeurs qui ne votent pas dans leur commune de résidence mais dans celle dont ils sont « originaires » et les mobilisations politiques qui la soutiennent.

Si la critique des catégories administratives est un outil fondamental des sciences sociales, la notion de « résidence » y a largement échappé¹. Tandis que le droit utilise la catégorie de « domicile », la résidence est une notion « de fait ». Les statistiques publiques, comme les pièces d'identité, prévoient une résidence unique et permanente, trace de la monopolisation par les États modernes des « moyens légitimes de circulation² ». Le passeport ne sert pas seulement à régler les déplacements : il vient se substituer à l'interconnaissance et aux apparences pour identifier les individus³. Ainsi l'identification par l'État va-t-elle de pair avec l'assignation à un lieu. Cette définition administrative de la résidence invisibilise toute une série de pratiques de mobilité, comme le montrent les spécialistes des migrations⁴. Leur perspective transnationale a, depuis les années 1980, mis l'accent sur les liens entre lieux de départ et d'arrivée⁵, en n'y intégrant que très récemment le vote des diasporas et des expatriés⁶. Réciproquement, la sociologie électorale attentive aux appartenances collectives les appréhende essentiellement à partir de la résidence⁷ et du quartier⁸. L'électeur est ainsi saisi à partir d'une inscription territoriale unique censée présider à la formation de l'ensemble de ses relations sociales. Pourtant, le lieu du vote n'est pas entièrement déterminé par les règles électorales : entre 25 et 15 % des électeurs sont légalement inscrits sur les listes électorales d'une autre commune que celle de leur résidence au sens de la statistique publique. Le lieu du vote peut alors être analysé comme le résultat d'un arbitrage entre différentes

1. La sociologie de la famille qui souligne l'écart entre « ménage » co-résident et famille en fournit néanmoins des bases. Cf. Bonvalet (C.), « Sociologie de la famille, sociologie du logement : un lien à redéfinir », *Sociétés contemporaines*, 25 (1), 1997 ; Lenclud (G.), « Des feux introuvables. L'organisation familiale dans un village de la Corse traditionnelle », *Études rurales*, 76 (1), 1979 ; Karnoouh (C.), « Penser "maison", penser "famille". Résidence domestique et parenté dans les sociétés rurales de l'Est de la France », *Études rurales*, 75 (1), 1979.

2. Torpey (J.), « Aller et venir : le monopole étatique des "moyens légitimes de circulation" », *Cultures & conflits*, 31-32, 1998.

3. Noiriel (G.), « Surveiller les déplacements ou identifier les personnes ? Contribution à l'histoire du passeport en France de la I^{re} à la III^e République », *Genèses*, 30 (1), 1998.

4. Par exemple, P.-A. Rosental préfère le « territoire » à la « résidence ». Cf. « Une conception élargie de l'appartenance spatiale », in Rosental (P.-A.), *Les sentiers invisibles : espaces, familles et migrations dans la France du 19^e siècle*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1999.

5. Glick Schiller (N.), « Transnationality », in Nugent (D.) et Vincent (J.) dir., *A Companion to the Anthropology of Politics*, Londres, Blackwell, 2007.

6. Jaulin (T.), « Géographie du vote à distance : l'élection tunisienne de 2011 à l'étranger », *L'espace politique*, 23, 2014 ; Escobar (C.) et al., « Expatriate Voting and Migrants' Place of Residence », *Migration Studies*, 2014 ; Itzigsohn (J.), Villacrés (D.), « Migrant Political Transnationalism and the Practice of Democracy: Dominican External Voting Rights and Salvadoran Home Town Associations », *Ethnic and Racial Studies*, 31 (4), 2008 ; Lafleur (J.-M.), *Transnational Politics and the State: The External Voting Rights of Diasporas*, New York, Routledge, 2012 ; Lafleur (J.-M.), Sánchez-Domínguez (M.), « The Political Choices of Emigrants Voting in Home Country Elections: A Socio-Political Analysis of the Electoral Behaviour of Bolivian External Voters », *Migration Studies*, 2014. La session thématique « Vote à distance » du treizième congrès de l'Association française de science politique en a proposé une première déclinaison en France.

7. Buton (F.), Lemerrier (C.), Mariot (N.), « The Household Effect on Electoral Participation », *Electoral Studies*, 31 (2), 2012.

8. Braconnier (C.), *Une autre sociologie du vote*, Cergy-Pontoise, Lextenso Éditions, 2010 ; « Les territoires du vote », *Métropolitiques*, 2012.

appartenances territoriales. Autrement dit, on en apprend autant sur quelqu'un en regardant *où* il vote qu'en étudiant *pour qui* il vote.

Cette mobilité des électeurs remet en cause certains outils méthodologiques et analytiques de la sociologie électorale, mais également les conceptions de « l'autochtonie » mobilisées par la sociologie des classes populaires et des espaces ruraux. Si la sociologie rurale reconsidère l'image fautive de zones isolées, à l'écart des circulations⁹, on n'en a pas encore pris pleinement la mesure pour l'étude de l'attachement territorial, dont le vote n'est qu'un aspect. Le désajustement spatial entre lieu de vie et lieu de travail a été analysé comme une logique de l'affaiblissement de l'implantation communiste¹⁰, mais aussi comme créant une « démocratie du sommeil » où l'on est censé voter là où l'on ne fait que dormir¹¹.

Comment expliquer alors ces pratiques consistant à voter à un autre endroit que celui de sa résidence habituelle ? Des analyses utilitaristes souligneraient le fait que l'utilité marginale du vote croît lorsque la taille du corps électoral est réduite, ou encore que la détention d'un bien immobilier incite à s'intéresser aux décisions politiques susceptibles d'affecter sa valeur, ou enfin pointeraient d'éventuelles pratiques frauduleuses. Sans rejeter entièrement ces logiques explicatives, il paraît plus convaincant d'envisager cette présence sur les listes électorales comme le signe d'un attachement à la commune, entretenu par des liens entre résidents permanents et occasionnels, et notamment avec les élus. En plus d'octroyer la qualité d'électeur, la propriété immobilière, même sans résidence permanente, est alors centrale dans l'affirmation de son autochtonie¹² et atteste souvent de l'appartenance à une lignée locale. De ce point de vue, l'inscription sur les listes électorales pourrait être rapprochée du fait de se marier ou d'être enterré dans sa commune « d'origine », pratiques qui témoignent à la fois d'un attachement moral au lieu et d'une familiarité avec les élus qui permet de s'accommoder de certaines règles légales¹³.

Nous explorerons d'abord la répartition géographique des électeurs mobiles grâce à des statistiques nationales. Puis nous étudierons un cas particulier de territoire montagnard électoralement surpeuplé¹⁴ : la vallée de la Ponta¹⁵. Son

9. Laferté (G.), « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, 5 (4), 2014.

10. Mischi (J.), Bellanger (É.), dir., *Les territoires du communisme*, Paris, Armand Colin, 2013.

11. Viard (J.), *Éloge de la mobilité*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2014.

12. Gollac (S.), « Propriété immobilière et autochtonie », *Politix*, 101, 2013.

13. Il faut qu'au moins l'un des deux époux soit domicilié ou réside depuis un mois dans la commune pour s'y marier. Le maire a le pouvoir d'autoriser l'inhumation dans une autre commune que celle du domicile du défunt.

14. Le travail de J.-L. Briquet sur la Corse montre des logiques similaires : Briquet (J.-L.), « Le vote au village des Corses de l'extérieur. Dispositifs de contrôle et expressions des sentiments (XIX^e-XX^e siècles) », Communication à la Journée d'études « Les virtuoses du vote », ERMES-CRESSPA/CSU, 2014.

15. De façon à préserver l'anonymat des personnes enquêtées, les noms propres ont été changés et certains éléments d'identification du territoire omis.

histoire sociale et démographique ainsi que la présence d'électeurs venus d'ailleurs seront explorées à partir de données originales quantifiées, produites sur la base des archives électorales, du recensement et des listes d'émargement. Enfin, une enquête ethnographique menée dans les deux communes de la haute vallée de la Ponta autour des élections de mars 2014¹⁶ permettra de saisir les logiques sociales et politiques de la mobilisation électorale des « originaires » et de ses contestations.

Non-inscrits, mal-inscrits et extra-inscrits en France

À l'opposé des non- et des mal-inscrits, ceux que l'on peut appeler par contraste les extra-inscrits, les électeurs venus d'ailleurs, ont à notre connaissance été ignorés par la science politique¹⁷. Le fait d'être électeur dans un autre lieu que celui de sa résidence a été analysé comme une « mal-inscription¹⁸ » résultant d'une distance aux institutions et aux démarches administratives et favorisant un comportement abstentionniste. Or ce texte explore un autre rapport au vote qui se marque dans une même disjonction entre lieu de résidence et de vote, mais tient davantage d'un accommodement des règles électorales que d'un empêchement par elles.

Inscrits et recensés. Le désajustement des données agrégées

Le recensement de la population française par l'INSEE enregistre une inscription territoriale unique : celle de la « résidence habituelle », soit celle dans laquelle la personne « réside le plus longtemps¹⁹ ». Pour bien utiliser ces chiffres, il faudrait en savoir davantage sur les pratiques de recensement et sur leurs détournements possibles – le nombre d'habitants d'une commune ayant ensuite des conséquences importantes sur les règles qui s'y appliquent en termes de logements sociaux, de subventions publiques, d'indemnité des élus...

La comparaison entre les individus recensés et les inscrits sur les listes électorales fait apparaître un désajustement certain, comme le montre la carte ci-dessous réalisée par Baptiste Coulmont²⁰.

16. L'enquête a débuté fin 2012 et s'est intensifiée en 2013-14 avec en particulier deux séjours dans la vallée en novembre 2013 et mars 2014, rendus possibles par une année de délégation CNRS au CESSP et un financement TEPSIS. Une cinquantaine d'entretiens y a été menée avec des candidats, élus et acteurs associatifs des deux communes, et l'observation a porté sur les réunions électorales ainsi que sur des moments plus informels de la campagne.

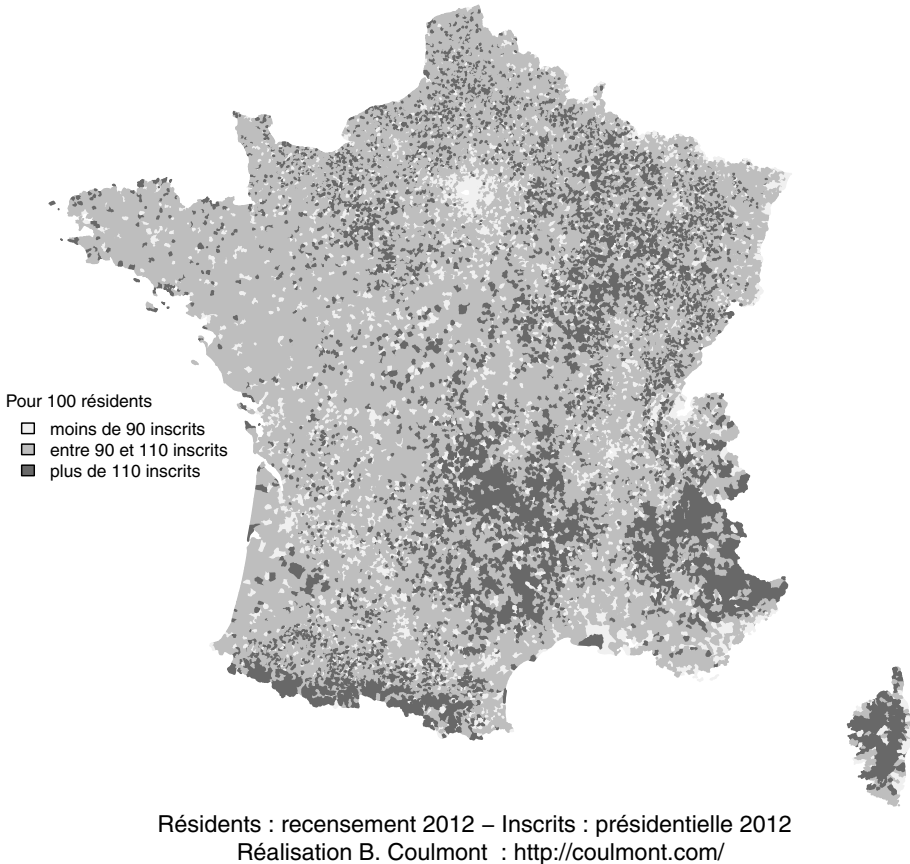
17. Les travaux d'Aurélien Troupel et Sylvain Barone sur les très petites communes les mentionnent cependant : Barone (S.), Troupel (A.), « Les usages d'un mode de scrutin particulier. Les élections municipales dans les très petites communes », *Pôle Sud*, 29 (2), 2008.

18. Braconnier (C.), Dormagen (J.-Y.), Verrier (B.), *Non-inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes*, Paris, Centre d'analyse stratégique, 2007.

19. Article 1 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population.

20. Coulmont (B.), *Vote à distance, distance au vote ?*, <http://coulmont.com/blog/2014/03/14/vote-a-distance>, 14 mars 2014.

Carte 1. Répartition géographique du rapport entre le nombre de personnes inscrites sur les listes électorales et le nombre de personnes majeures recensées par l'INSEE (France métropolitaine, 2012)



Plus de 17 000 communes françaises, soit presque la moitié d'entre elles, ont plus d'inscrits sur les listes électorales que de résidents majeurs. On prend encore mieux la mesure de ce résultat en rappelant qu'en moyenne 10 % des électeurs potentiels ne sont pas inscrits. Ainsi, les électeurs qui « manquent » dans certaines communes (les grandes agglomérations en particulier) se retrouvent, en fait, ailleurs. 15 % des électeurs français sont inscrits dans une de ces communes surpeuplées électoralement qui sont essentiellement des petites et très petites communes. Cette exploitation des données nationales indique un lien positif entre présence d'électeurs non recensés et participation électorale, confirmant qu'il ne s'agit pas là uniquement d'un phénomène de mal-inscription. Les enquêtes « Inscription » et « Participation électorale » (INSEE) 2012 comportent pour la première fois des informations sur le lieu de résidence des enquêtés, et plus seulement sur leur lieu d'inscription : sur un

peu plus de 260 000 enquêtés inscrits sur les listes électorales, 50 000 soit 20 % le sont ailleurs que là où ils résident.

Ce constat remet ainsi en cause les méthodes statistiques d'analyse écologique, et plus largement la démarche souvent prise pour évidente consistant à simplement superposer des cartes limitées au territoire étudié. Dans la moitié des communes qui connaissent une situation d'extra-inscription, seule une partie des électeurs est comprise dans les données INSEE, et les caractéristiques sociales de ceux qui sont recensés ailleurs mais votent ici sont donc inconnues. Réciproquement, pour l'autre moitié des communes françaises, et en particulier les zones les plus urbanisées, une partie des personnes recensées par l'INSEE part s'inscrire et voter ailleurs.

Plus largement, ce constat conduit à défendre une sortie de « l'assignation à résidence » produite par les catégories et les sources administratives. Depuis les années 1970, la géographie et la démographie (des migrations en particulier) ont pour leur part forgé des outils pour saisir et analyser des inscriptions territoriales multiples. La notion d'« espace de vie » permet ainsi de prendre en compte l'ensemble des lieux avec lesquels l'individu est en rapport²¹. Sur cette base, l'enquête « Biographie et entourage » (INED, 2001) recense un nombre important de lieux par individu : lieux de résidences et de travail, mais aussi lieux de vacances et lieux de résidence et de travail des parents et conjoints, et lieux de résidence des membres de l'entourage (famille élargie, amis...) ²². De même l'enquête « Histoire de vie » (INSEE, 2003) distingue « lieu d'origine », « lieu de sépulture » anticipé, « lieu d'attachement » et « lieu de projet » où l'on aimerait vivre à l'avenir. Elle montre que plus des trois quarts des personnes interrogées ont un lieu d'attachement, d'échelle communale dans 74 % des cas. Mais ce lieu d'attachement n'est que pour 44 % d'entre elles celui de la résidence actuelle²³. Ces deux points, attachement à une commune, et à une commune souvent située ailleurs, vont continuer de nous intéresser.

Des spécificités territoriales et électorales françaises

Cette mobilité des électeurs français est liée à trois spécificités de l'organisation territoriale et électorale du pays²⁴. D'abord, il est légalement possible

21. Chevalier (J.), « Espace de vie ou espace vécu ? L'ambiguïté et les fondements de la notion d'espace vécu », *Espace géographique*, 3 (1), 1974 ; Courgeau (D.), « Le concept de migration », *Actes du 4^e colloque de démographie africaine*, Institut national de la statistique et de la démographie, 1975.

22. Lelièvre (É.), Vivier (G.), « Évaluation d'une collecte à la croisée du quantitatif et du qualitatif. L'enquête Biographies et entourage », *Population*, 56 (6), 2001.

23. Guérin-Pace (F.), « Lieux habités, lieux investis : le lien au territoire, une composante identitaire ? », *Économie et statistique*, 393 (1), 2006.

24. Il faudrait faire une analyse comparée des droits électoraux à ce sujet, et plus largement des manières dont les catégories administratives et statistiques enregistrent les inscriptions territoriales individuelles, et du jeu qu'elles permettent. Élise Massicard m'a par exemple signalé l'importance des mouvements de population en Turquie le jour du recensement. Les électeurs mobiles grecs, les « hétérodimotes », apparaissent

de s'inscrire sur les listes électorales d'une autre commune que celle de son domicile : les propriétaires d'un bien immobilier – à ce titre assujettis aux impôts locaux – depuis au moins cinq ans, qui, « s'ils ne résident pas dans la commune, ont déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux²⁵ », y sont admis. Ensuite, les listes électorales sont produites à l'échelle municipale et cet échelon est particulièrement morcelé. La France compte 36 681 communes dont 19 996 de moins de 500 habitants, concentrant ainsi 40 % des communes de l'Union européenne. Enfin, la France compte un nombre « record » de résidences secondaires, définies par l'INSEE non plus par leur durée d'occupation²⁶, mais par leur usage : il s'agit de résidences utilisées pour les fins de semaine, les vacances et les loisirs, se distinguant ainsi du « logement occasionnel », occupé une partie de l'année pour des raisons professionnelles. La grande majorité de ces résidences secondaires est possédée, ouvrant ainsi la possibilité de s'inscrire sur la liste électorale de la commune « secondaire ».

Ces résidences secondaires connaissent une croissance continue depuis le mitan du XX^e siècle. Dès 1973, la géographe Françoise Cribier a montré qu'elles sont loin de ne concerner que les classes supérieures²⁷. Certes, la possession d'une résidence secondaire est inégalement répartie : en 1967, 7 % des ménages en ont une, 4 % des ouvriers et 22 % des cadres supérieurs et professions libérales. Mais étant donné le poids démographique de chaque catégorie socio-professionnelle, la moitié des résidences secondaires appartiennent à des ouvriers, employés et retraités de ces professions. F. Cribier souligne également que ces résidences sont très souvent anciennes et héritées, caractéristiques là aussi propres à la France. Les campagnes ne sont donc pas « envahies » par des étrangers : au début des années 1980, l'essentiel des résidences secondaires appartient à des parents des villageois²⁸.

En 1990, une équipe d'ethnologues s'intéresse à nouveau aux résidences secondaires²⁹. Les communes rurales comptent alors 19 % de résidences secondaires, quand les 2,4 millions de résidences secondaires représentent 9 % des logements³⁰. D'après l'enquête « Logement » de 1988, la répartition sociale de

notamment chez Sotiropoulou (E.-C.), « Espace villageois et conflits d'appropriation : à la croisée de nouveaux désirs et de regards renouvelés », *Géographie, économie, société*, 9 (2), 2007.

25. Art. L11 du Code électoral. Depuis 1966, tout électeur ou toute électrice peut être inscrit sur la même liste que son conjoint au titre de la présente disposition.

26. De 1946 à 1986, l'INSEE définissait les résidences secondaires comme des logements occupés moins de 180 jours par an.

27. Cribier (F.), « Les résidences secondaires des citadins dans les campagnes françaises », *Études rurales*, 49 (1), 1973.

28. Cuneo (B.), Haumont (B.), « La propriété foncière en milieu rural », *Études foncières*, 1-6, 1980.

29. Dubost (F.) et al., *Les résidences secondaires. Nouvelles orientations*, Rapport final à la DATAR, 1995 ; Dubost (F.), dir., *L'autre maison : la « résidence secondaire », refuge des générations*, Paris, Autrement, 1998 ; Perrot (M.), La Soudière (M. de), « La résidence secondaire : un nouveau mode d'habiter la campagne ? », *Ruralia*, 2, 1998.

30. Dubost (F.) et al., *Les résidences secondaires*, op. cit.

ces résidences a peu changé : 9,5 % de la population a une résidence secondaire, 24 % des cadres et 5 % des ouvriers³¹. Le groupe des employés et ouvriers (et des retraités de ces professions) continue néanmoins de posséder 26 % des résidences secondaires, de façon différenciée selon la destination : les employés et ouvriers détiennent 31,7 % des résidences de campagne et 17 % de celles de bord de mer. Sans faire guère plus l'objet de l'attention des sciences sociales, les résidences secondaires ont continué de croître : en 2014, elles sont 3,2 millions, soit un peu moins de 10 % des logements³².

Le morcellement des communes et l'importance des résidences secondaires rendent donc possibles des usages extensifs des règles électorales qui autorisent l'inscription hors de sa commune de résidence. On peut les voir poussés à leur paroxysme dans le cas du village montagnard de Rochefourchat dans le Diois : c'est la plus petite commune de France avec un habitant recensé en 2012, mais elle compte onze électeurs inscrits et neuf votants pour l'élection présidentielle, et sept conseillers municipaux.

Des petites communes rurales et montagnardes attractives

Les communes rurales sont connues pour leur participation électorale particulièrement forte³³. Si l'on prend en compte le fait que ces communes sont en outre surpeuplées électoralement, on voit ainsi se dessiner des lieux particulièrement « participatifs », ce que l'on peut lier à la plus forte intrication du politique avec les liens sociaux ordinaires³⁴, conséquence du fort morcellement des communes françaises. Mais la carte précédente met l'accent sur un type de petite commune particulier : elle correspond en effet très largement à une carte du relief. De plus, B. Coulmont montre, à partir de ces données, un effet « pur » de l'altitude, indépendant de la proportion de résidences secondaires, de l'évolution démographique et de la proportion d'actifs travaillant hors de la commune³⁵. Plus une commune est élevée, plus le rapport entre le nombre des inscrits sur les listes électorales et celui des personnes recensées par l'INSEE s'élève également.

Nous allons continuer d'explorer cet « effet ». Notons d'ores et déjà que les données disponibles sur les résidences secondaires permettent de distinguer les spécificités des résidences montagnardes. À l'exception de celles situées dans des

31. *Ibid.*

32. Insee et SOeS, estimation annuelle du parc de logements.

33. Sébastien Vignon montre néanmoins que les mondes ruraux n'échappent pas à la montée de l'abstention. Vignon (S.), « Abstentionnisme électoral et recompositions des échelles d'appartenance locale. Le cas des élections municipales dans un village de la Somme », in *Les rapports ordinaires au politique*, Villeneuve-d'Ascq, Presses du Septentrion/CURAPP, 2016 (à paraître).

34. Mischi (J.), « Observer la politisation des ruraux sous l'angle des sociabilités : enjeux et perspectives », in Antoine (A.), Mischi (J.), dir., *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

35. Coulmont (B.), « Vote à distance, distance au vote ? », art. cit.

stations de ski, les résidences de montagne sont anciennes et héritées³⁶, c'est-à-dire représentatives du premier âge des résidences secondaires. Elles se situent dans une position intermédiaire entre les résidences de mer et de campagne en termes de sélectivité sociale, et présentent la particularité d'être fortement liées aux agriculteurs : 31 % des résidences secondaires des agriculteurs sont à la montagne, quand les résidences de montagne ne représentent jamais plus de 15 % des résidences secondaires des autres catégories socio-professionnelles³⁷. En 1993, un rapport de l'Observatoire du tourisme des Alpes-Maritimes montre la spécificité de ces résidences secondaires montagnardes : la très grande majorité des résidences du littoral sont en immeubles collectifs (85 %), alors que dans l'arrière-pays, c'est-à-dire en altitude, priment les maisons individuelles (80 %), et ces dernières sont en moyenne deux fois plus âgées que les logements du littoral³⁸. On peut suggérer à partir de ces données que la possession d'une résidence secondaire ne correspond pas au même attachement au lieu selon qu'il s'agit d'une « maison de famille », ancienne et héritée, ou d'un appartement acheté en *time-share* dans une station balnéaire, et est ainsi inégalement susceptible d'orienter les comportements électoraux.

Maintenir l'appartenance sans résidence permanente

Nous allons maintenant approfondir les logiques nationales en les observant à l'échelle d'une vallée montagnarde, la Ponta, située dans les Alpes-Maritimes. Le concept d'autochtonie tel qu'il a été forgé par Michel Bozon et Jean-Claude Chamboredon³⁹ sert à penser un phénomène bien présent dans la vallée de la Ponta : les villageois exilés résistent au déracinement à travers toute une série de pratiques qui réaffirment leur appartenance locale, participation à la chasse communale pour l'exemple qui les intéresse, ou encore vote au village. Florence Weber s'est intéressée pour sa part aux déclinaisons politiques de ce maintien de l'ancrage, *via* l'inscription des chasseurs sur les listes électorales et leur présence au conseil municipal⁴⁰. La notion de « capital d'autochtonie » a par la suite été mobilisée dans d'autres contextes, plus urbains, et a perdu cet accent mis sur l'appartenance sans résidence permanente. En particulier, Jean-Noël Retière, pour les habitants de Lanester comme les pompiers volontaires, fait de « l'ancienneté résidentielle » la base – nécessaire mais non suffisante – de cette autochtonie⁴¹.

36. Dubost (F.) *et al.*, *Les résidences secondaires*, *op. cit.*

37. *Ibid.*

38. Observatoire du tourisme des Alpes-Maritimes, *L'impact économique des résidences secondaires dans les Alpes Maritimes*, 1993 (cité *ibid.*).

39. Bozon (M.), Chamboredon (J.-C.), « L'organisation sociale de la chasse en France et la signification de la pratique », *Ethnologie française*, 10 (1), 1980,

40. Weber (F.), « Gens du pays, émigrés, étrangers : conflits autour d'une chasse en montagne », *Études rurales*, 87 (1), 1982.

41. Retière (J.-N.), « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, 63, 2003.

J.-C. Chamboredon décrit bien l'expérience pour les villageois émigrés « d'une double scène sociale », celle de la ville et du travail, celle du village « lieu des appartenances symboliques et des affirmations statutaires⁴² ». Mais, pour lui, cette insistance sur l'autochtonie constitue une « inertie des appartenances⁴³ » transitoire et conjoncturelle : elle sert en effet à expliquer pourquoi la pratique de la chasse se diffuse en même temps que la population rurale diminue, entre les années 1950 et 1970. Or mon enquête dans la vallée de la Ponta montre que ce refus du déracinement y est un phénomène ancien et structurel. Cette vallée connaît en effet depuis le Moyen Âge une émigration peu lointaine et plus ou moins temporaire, dont Chamboredon fait la base de l'« atténuation de la rigidité de l'opposition rural/urbain⁴⁴ » dans l'après-guerre. Plus ancien, ce refus du déracinement est aussi plus durable : la perspective transnationale sur les migrations a depuis souligné un semblable maintien des liens avec le lieu de départ, même à des distances bien plus importantes, producteur d'appartenances simultanées⁴⁵.

À travers l'histoire sociale et démographique de la vallée de la Ponta, on soulignera les spécificités des migrations des populations montagnardes, afin de montrer pourquoi elles produisent davantage de « maintien » que de « rupture » pour reprendre les catégories de Paul-André Rosental⁴⁶. On verra ensuite que ce maintien de l'ancrage local se traduit de façon structurelle et continue dans les pratiques d'inscription et de participation électorale.

Des montagnards mobiles

Laurence Fontaine a montré que « la mobilité des hommes vivant en haute altitude [...] est constitutive de la prise de possession de la montagne » à partir du XII^e et surtout du XIII^e siècle, autour de deux logiques : d'une part, la valorisation commerciale des produits de la montagne (bois, cuir, viande...) et, d'autre part, le rôle de voie de passage des villages d'altitude⁴⁷. La vallée de la Ponta n'échappe pas à cette règle : elle débouche en effet sur un important col de la Route du sel et développe une forte activité de muletiers, qui reste le seul moyen de franchissement du col jusqu'à la mise en service d'une route carrossable en 1880. La circulation de personnes entre le littoral et les com-

42. Chamboredon (J.-C.), « La diffusion de la chasse et la transformation des usages sociaux de l'espace rural », *Études rurales*, 87-88, 1982.

43. *Ibid.*

44. *Ibid.*

45. Cf. en particulier Levitt (P.), Glick Schiller (N.), « Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society », *International Migration Review*, 38 (3), 2004.

46. Rosental (P.-A.), « Maintien/rupture : un nouveau couple pour l'analyse des migrations », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 45 (6), 1990. Dans ce travail de référence, toutes les « migrations de maintien » observées proviennent de Haute-Savoie et des Hautes-Pyrénées, sans que cet aspect montagnard ne soit explicitement souligné.

47. Fontaine (L.), *Pouvoir, identités et migrations dans les hautes vallées des Alpes occidentales, XVII^e-XVIII^e siècle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2003.

munes de la vallée est également liée à l'élevage d'ovins en transhumance : les bergers et leurs familles passaient l'hiver sur des pâturages en basse altitude et leurs enfants étaient souvent scolarisés dans les villes de la côte, ne remontant dans la vallée qu'aux beaux jours. Certaines familles installent également des commerces, boucheries notamment, dans les villes de la côte. De plus, les activités agricoles étaient en grande partie mobiles à l'échelle de la commune, voire de la vallée. Les deux communes de la haute vallée ont en effet un territoire très étendu (90 km² pour Sogue, le double pour Guède) dont l'altitude varie de 550 à 2 900 mètres. Les familles détenaient des parcelles qui pouvaient être distantes du village et résidaient souvent à des altitudes différentes selon la saison. Elles n'habitaient de façon permanente au village que les mois d'hiver. Ainsi le modèle statistico-administratif de la résidence permanente et unique n'a jamais été valable dans ces zones montagnardes. C'est également ce que montre Gérard Lenclud dans la vallée du Niolu en soulignant la diversité des activités de production agricole et pastorale et leur localisation multiple et contrastée⁴⁸.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, « des dizaines et des dizaines de milliers d'hommes se mettent en mouvement année après année descendant vers les plaines puis regagnant les montagnes⁴⁹ ». Ils sont citadins une partie de l'année, puis redeviennent agriculteurs durant les mois d'été. Ces déplacements saisonniers ont été considérés par les historiens des migrations comme une preuve de l'attachement au village d'origine : « Il s'agissait d'accepter un exil temporaire pour mieux rester sur place⁵⁰ » – analyse également appliquée aux « mobilités réversibles » contemporaines⁵¹. De plus, à l'instar de ce que montre Abel Poitrineau, pour les pontasques, migrations saisonnières ou plus durables étaient mêlées : les jeunes des villages de la haute vallée allaient travailler comme commis chez leur oncle boucher sur la côte ou comme bonne pour son épouse.

Tout au long du XIX^e siècle, les zones rurales connaissent de multiples mobilités : une moitié seulement des personnes nées dans un village est sédentaire. La destination principale n'est pas l'Île-de-France (3,2 %), mais une autre commune du même département (27,5 %) ⁵². Dans les Alpes-Maritimes, cette mobilité s'accroît encore à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle avec le développement de la saison touristique d'hiver sur le littoral, due pour sa part à la mobilité résidentielle de la grande bourgeoisie⁵³. En 1860, Nice compte moins

48. Lenclud (G.), « Des feux introuvables », art. cit.

49. Poitrineau (A.), *Remues d'hommes : essai sur les migrations montagnardes en France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Aubier-Montaigne, 1983.

50. Rosental (P.-A.), *Les sentiers invisibles*, op. cit., p. 7.

51. Vincent-Geslin (S.) et al., *Mobilité sans racines : plus loin, plus vite... plus mobiles ?*, Paris, Descartes & Cie, 2012.

52. Rosental (P.-A.), *Les sentiers invisibles*, op. cit., p. 42. Cf. également Chatelain (A.), *Les migrants temporaires en France de 1800 à 1914*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1976.

53. Le phénomène de la villégiature naît au XVIII^e siècle avec les pavillons de plaisance de la grande bourgeoisie installés le long des chemins de fer. Il reprend les pratiques de la société de cour, où les aristocrates

de 50 000 habitants et son arrière-pays quatre à cinq fois davantage : le développement économique et urbain du littoral s'est donc fait à partir des populations des haut et moyen pays – et du Nord de l'Italie. C'est à cette période que sont mises en place des lignes de train et de tramway qui relient toutes les vallées au littoral. Les agriculteurs de la Haute-Ponta, contraints à l'inactivité par le gel, rejoignaient pendant quelques mois par an les rangs, nombreux, des employés de l'hôtellerie. Les femmes étaient en outre embauchées comme personnel domestique chez les familles aisées du littoral et notamment à Monte-Carlo.

La première moitié du XX^e siècle correspond en partie à une relocalisation de l'emploi avec le développement d'activités industrielles dans la vallée (une mine, une carrière, des centrales électriques), qui accélèrent la dépaysement de l'emploi local. Le rôle d'axe de passage de la vallée se maintient avec la construction d'une voie ferrée à partir de 1883, mise en service en 1923, et l'installation de dépôts mais aussi de colonies de vacances de la SNCF tout au long de la ligne. La vallée connaît donc également le développement d'emplois d'ouvriers et d'employés « à statut⁵⁴ » dans l'après-guerre, autour en particulier d'EDF et de la SNCF, qui réduisent leurs effectifs dès les années 1970. Durant cette période, les enfants qui accèdent à l'enseignement secondaire sont eux aussi mobiles : ils sont internes sur la côte car il n'y a pas de collège dans la haute vallée avant 1972. Les emplois tertiaires qui se développent à partir des années 1990 avec l'installation d'activités hospitalières et para-hospitalières (Centre de convalescence, maisons de retraite, maisons d'accueil spécialisées pour personnes handicapées, etc.) marquent une reprise à la hausse de l'évolution de la population de Sogues, tandis que celle de Guède est restée stable autour de 2 000 habitants depuis 1945. Dans ces deux communes de la haute vallée, la majorité des emplois disponibles sont désormais des emplois féminins, paramédicaux et de service aux personnes. À Guède, en 2012, 47 % des actifs sont employés, 21 % des professions intermédiaires, 14 % des ouvriers et 11 % des artisans et commerçants. À Sogues, la tendance est encore plus marquée puisque, en 2012, 57 % des actifs sont des employées, 17 % des artisans et commerçants et 12 % des ouvriers. Le faible taux de chômage (4,6 % à Sogues, 6,2 % à Guède) indique bien que ceux qui ne trouvent pas d'emploi localement quittent les lieux.

Sans que l'on ne puisse le saisir quantitativement, l'enquête montre que les « originaires » qui résident sur le littoral y occupent des emplois plus qualifiés. Ceux-ci sont en effet davantage disponibles en ville, et les écarts de revenus y

vivent dans un hôtel particulier lors de la saison des visites et retournent dans leur domaine en campagne en été, puis utilisent les chemins de fer pour résider dans les stations balnéaires et thermales. Cf. Boyer (M.), *La maison de campagne : une histoire culturelle de la résidence de villégiature XVIII^e-XXI^e siècle*, Paris, Autrement, 2008.

54. Cartier (M.), Retière (J.-N.), Siblot (Y.), dir., *Le salariat à statut. Genèses et cultures*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010. Violaine Girard a montré que ces positions peuvent constituer des ressources politiques importantes dans des espaces locaux populaires. Girard (V.), « Quelles catégories de classement pour l'analyse localisée de la représentation politique ? », *Terrains & travaux*, 19 (2), 2011.

sont plus forts qu'en zone rurale⁵⁵. Le revenu médian à Sogue et Guède (autour de 17 500 €) est inférieur à celui du département (20 162 €)⁵⁶, et cet indicateur écrase les inégalités entre littoral et arrière-pays. En partie du fait du relief et des difficultés des voies de transport⁵⁷, il est difficile de vivre dans ces communes tout en travaillant sur le littoral urbanisé, et peu d'habitants sont des « pendulaires ». De nombreux « originaires » résident ainsi sur le littoral, où est situé leur emploi, durant la semaine, et remontent dans leur résidence secondaire les week-ends et lors des vacances, puis au moment de la retraite. Enfin, les retraités composent 40 % de la population de Guède et Sogue. Une partie des personnes âgées est également mobile : craignant l'isolement et le froid des mois d'hiver, elles passent 3 à 4 mois par an sur la côte, près ou chez leurs enfants. Les conditions climatiques jouent également à l'inverse quand les retraités, mais pas seulement, fuient la chaleur de l'été sur la côte en remontant dans les vallées.

Le maintien de l'ancrage par la propriété immobilière

Ainsi donc, les activités économiques successives de ces deux communes concourent à une mobilité résidentielle, qu'il s'agisse de passer la « mauvaise » saison pour les agriculteurs et les éleveurs, et aujourd'hui les personnes âgées, ou d'aller chercher des emplois plus qualifiés. Si cette mobilité n'est pas définitive, c'est que le marché immobilier « retient » les originaires, souvent déjà propriétaires par héritage. La propriété de terres, mais surtout de maisons, est centrale dans le maintien de l'autochtonie pour ces pontasques « originaires » : elles conservent leur rôle historique de « transmission des droits d'appartenance » sur lequel les institutions centrales ont établi leur monopole légal⁵⁸.

Dans les deux communes de la haute vallée, l'immobilier est ancien, concentré dans des petits immeubles des vieux villages aux ruelles étroites. L'essentiel des logements est occupé, de façon permanente ou non, par leurs propriétaires. À Sogue, depuis les années 1960, les deux tiers des logements sont des résidences secondaires (64 % en 2012). Celles-ci sont moins nombreuses à Guède : 40 % depuis le milieu des années 1970.

« Dans les années 1960, les gens ont commencé à acheter [des résidences secondaires]. Parce que les gens venaient en location, il y avait beaucoup de locations meublées, les gens venaient en vacances tout l'été, ça leur plaisait, et après il y avait ceux qui vendaient et donc, les gens ont commencé à acheter [...]. Y'en a qui avaient des origines de la famille, mais y'en a non, ils sont venus comme ça⁵⁹. »

55. Morin (B.), « Qui habite en milieu rural ? », *Informations sociales*, 164, 2011.

56. Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2012, en euros, DGFIP.

57. Les villages sont à 800 mètres d'altitude. S'ils sont peu distants du littoral urbanisé (environ 80 km de distance de la préfecture du département et 60 km de la ville de 30 000 habitants la plus proche), les routes et la ligne de train sont fréquemment affectées par la neige et des éboulements.

58. Bargaoui (S.), Cerutti (S.), Grangaud (I.), dir., *Appartenance locale et propriété au nord et au sud de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, IREMAM, 2015.

59. Entretien, conseillère municipale de Sogue, 17 mars 2014.

La majorité des détenteurs d'une résidence secondaire sont multipropriétaires, mais environ 12 % d'entre eux sont locataires de leur résidence principale⁶⁰. Or il n'est pas certain que les « originaires » qui vivent sur la côte aient les moyens d'y être propriétaires. Une autre traduction du décalage entre l'espace social de la Côte d'Azur et celui de la Ponta est le prix d'achat du m² : en moyenne de 4 100 € dans le département, il est de 1 700 € à Sogue et Guède, ouvrant ainsi de plus grandes possibilités d'acquérir un logement même secondaire.

Pour d'autres, l'installation est encore plus aisée car elle consiste à reprendre une maison de famille, qu'il faut certes avoir les moyens d'entretenir mais qui ne demande pas d'achat initial. Ainsi, Gérard Batista, enseignant du secondaire ayant exercé outre-mer puis sur le littoral maralpin, s'est installé à la retraite dans une maison du centre de Sogue, héritée de sa grand-mère, dans laquelle il a fait des travaux pour ajouter des éléments de confort telle une salle de bains. Pour lui, le fait d'échapper aux loyers du littoral est une motivation répandue :

« Même si on ne rencontre pas un chat dans les rues en hiver, il y a quand même du boulot quoi, donc y'a quand même des jeunes qui reviennent au terroir parce que les loyers sont chers en ville, et ici ils sont propriétaires de leur maison donc évidemment⁶¹... »

La proportion de logements vacants (14 % à Guède, 8 % à Sogue) témoigne malgré tout des difficultés à entretenir une maison héritée. Dans certains cas, cet accès plus aisé à la propriété amène à l'installation de résidents permanents, qui sont rarement de parfaits étrangers à la vallée⁶². Ainsi, cet ingénieur en informatique qui télé-travaille à Sophia-Antipolis et a vécu enfant à Guède où son père était chauffeur routier, ou encore cette communauté « hippy » (selon les termes indigènes) qui s'est installée à Sogue au début des années 1970 et dont l'un des animateurs est le fils d'un ancien médecin cantonal.

La présence dans la vallée de la Ponta de personnes qui n'y résident pas de façon permanente mais qui manifestent leur autochtonie à travers des retours plus ou moins réguliers et le maintien d'une propriété immobilière est donc loin d'être limitée à cette période de dépaysement de l'après-Seconde Guerre mondiale. La circulation des « originaires » est bien plus ancienne, remontant au Moyen Âge, et s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui.

60. « Cinq millions de ménages multipropriétaires », *Le point sur*, 49, Commissariat général au développement durable, 2010.

61. Entretien, 25 novembre 2013.

62. Cf. Pistre (P.), *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales*, thèse de géographie, Paris 7, 2012.

La présence ancienne et structurelle d'extra-inscrits et d'extra-votants

Nous allons maintenant explorer les effets de la présence continue de ces originaires dans la vallée sur les pratiques électorales. Du côté de l'analyse électorale, il faut retourner aux « fondateurs » pour trouver une attention aux zones montagnardes, aujourd'hui absentes de l'horizon scientifique. Mais les résultats de mon enquête diffèrent des conclusions d'André Siegfried à propos de l'Ardèche, qui soulignait que les cantons montagnards y étaient moins touchés par les migrations et ainsi par le « remplacement » des protestants par des catholiques⁶³, ou de celles d'Alain Lancelot, qui indiquaient des taux d'abstention plus importants dans les communes de montagne que dans les plaines⁶⁴. La comparaison des données issues du recensement et des résultats électoraux de la vallée de la Ponta depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale⁶⁵ montre qu'un nombre important d'individus qui ne sont pas saisis par le recensement s'inscrivent sur les listes électorales et viennent voter dans la vallée.

Entre 1946 et 2014, le rapport inscrits/recensés y évolue entre 0,65 et 2,4. Il faudrait construire des données de comparaison plus solides, mais à titre d'indice, au 2^e tour de la présidentielle de 2012, le rapport inscrits/recensés à l'échelle nationale est de 0,7. Autrement dit, les élections les moins « surpeuplées » de la Ponta sont au niveau de l'élection la plus participationniste à l'échelle nationale. Il en va de même localement : pour le 1^{er} tour des municipales de mars 2014, dans les grandes villes proches de la Ponta, Nice et Menton, les rapports inscrits/recensés étaient respectivement de 0,64 et 0,75.

Dans la Ponta, ce rapport inscrits/recensés varie en fonction des propriétés de la commune et de celles de l'élection. Dans les trois ex-chefs-lieux de cantons, qui comptent autour de 2 000 habitants sur toute la période, il est rare que le rapport inscrits/recensés dépasse 1, quand c'est le cas pour presque 80 % des élections dans les petites communes de moins de 1 000 habitants.

63. Siegfried (A.), *Géographie électorale de l'Ardèche sous la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 1948.

64. Lancelot (A.), *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1968.

65. Nous avons construit avec l'aide de Pernelle Issenhuth (ingénieure d'études au CESSP) une base de données comprenant le nombre d'inscrits, de votants et de suffrages exprimés pour les élections qui se sont déroulées dans la vallée de la Ponta depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, à partir des archives préfectorales. Chaque individu statistique correspond à un tour d'élection dans une commune (n = 879). Cette base a été comparée aux recensements des populations des communes concernées pour produire 680 rapports entre la population inscrite sur les listes électorales et la population recensée. L'usage des données anciennes du recensement comporte plusieurs limites. D'abord, dans certaines communes, les données du recensement de 1946 sont inutilisables dans la mesure où elles étaient situées dans des zones de guerre. Ensuite, elle suppose de faire comme si le chiffre du recensement restait valable pendant 5 ou 6 ans. Surtout, il s'agit des chiffres de l'ensemble des résidents, y compris des mineurs – un rapport de 1 indique ainsi en réalité déjà la présence d'électeurs venus d'ailleurs.

Tableau 1. Évolution du rapport entre les personnes inscrites sur les listes électorales et la population recensée par l'INSEE par tour d'élection, selon la taille de la commune (vallée de la Ponta, 1946-2014, n = 680)

Taille de la commune	Rapport inscrits/recensés par quartile				Total
	< 0,8	de 0,8 à 1	de 1 à 1,3	> 1,3	
2 000 habitants env.	125 49 %	113 44 %	18 7 %	0	256 100 %
Moins de 1 000 habitants	47 11 %	55 13 %	152 36 %	170 40 %	424 100 %

L'indicateur de la taille de la commune renvoie en partie à sa proportion de résidences secondaires, plus importante dans les petites communes, et à la stabilité de son évolution démographique (stable autour de 2 000 habitants pour les chefs-lieux, tandis que les autres connaissent de plus grosses variations, à la baisse dans les années 1960-1970, avec des remontées à partir des années 1990 pour certaines). Les trois ex-cantons de la vallée se distinguent peu de ce point de vue.

Sur la même période, le rapport votants/recensés évolue entre 0,23⁶⁶ et 2,07⁶⁷, le rapport exprimés/recensés entre 0,15 et 2,06⁶⁸. Toujours à titre de comparaison, le rapport votants/recensés est de 0,56 à l'échelle nationale pour la présidentielle de 2012, 0,34 à Nice et 0,46 à Menton pour les municipales de 2014.

La participation en elle-même suit les tendances bien connues de la sociologie électorale : participation maximale aux municipales et présidentielles, minimale pour les régionales, les européennes et les référendums. Mais ces chiffres donnent également la mesure du caractère participationniste de ces communes de la Ponta puisque, lors de presque 40 % des jours de scrutins municipaux, les personnes venues voter (ou représentées) étaient plus nombreuses que la population totale (mineurs inclus) recensée de la commune.

66. Le second tour de la présidentielle de 1969 à Baon, commune communiste de 300 habitants, suivie par les européennes de 2009 dans un chef-lieu de canton (0,32).

67. La cantonale de 1982 à Baon, suivie de près (2,06) par la municipale de 1983 dans cette même commune. Ce sont les deux seules élections pour lesquelles le rapport dépasse 2.

68. Si le nombre de votants est *a priori* le meilleur indicateur, on dispose de plus d'informations sur le nombre de suffrages exprimés, qui permet de calculer un rapport pour 676 jours de scrutin (et seulement 600 avec les votants). Les deux indicateurs seront donc mobilisés dans la mesure où ils ne produisent logiquement pas de résultats très différents.

Tableau 2. Évolution du rapport entre les suffrages exprimés et la population recensée par l'INSEE par tour d'élection (divisé par quartile), selon le type d'élection (vallée de la Ponta, 1946-2014, n = 676)

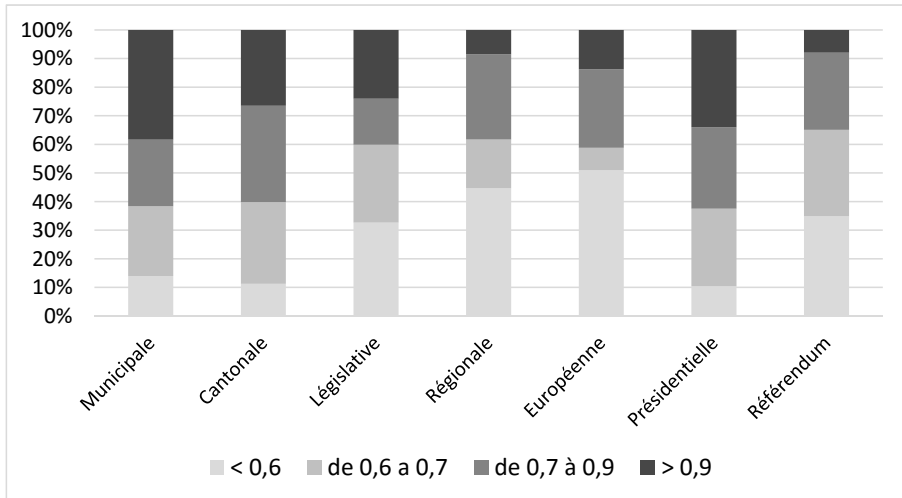
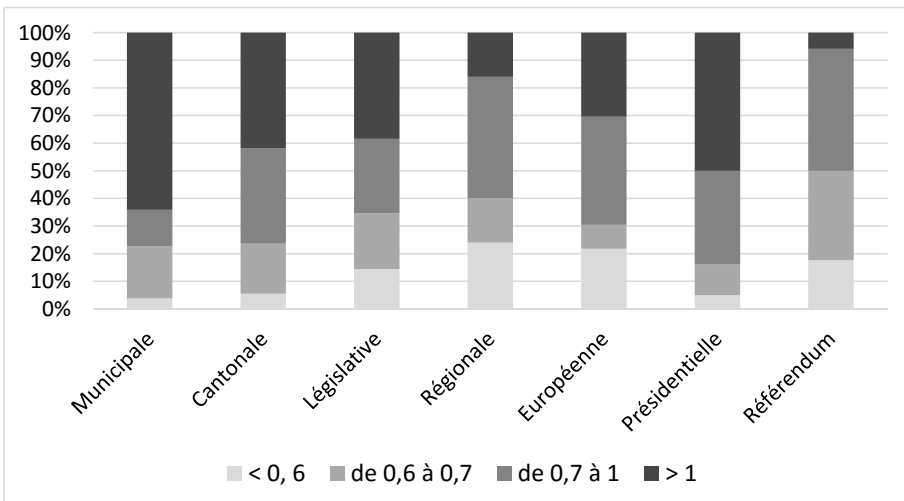


Tableau 3. Évolution du rapport entre le nombre de votants et la population recensée par l'INSEE par tour d'élection (divisé par quartile), selon le type d'élection (vallée de la Ponta, 1946-2014, communes de moins de 1 000 habitants, n = 374)



Dans les communes de moins de 1 000 habitants, plus de la moitié des élections municipales et présidentielles depuis 1946 ont mobilisé davantage de votants que d'habitants recensés de tous âges. L'analyse sur la longue durée des scrutins électoraux de la vallée de la Ponta montre que la sur-mobilisation électorale des non-résidents est un phénomène ancien, structurel, et d'autant plus marqué dans les plus petites communes. Elle permet également de souligner que l'inscription sur les listes électorales correspond ensuite à un vote effectif : on est loin ici d'une mal-inscription qui mène à l'abstention.

Le comportement électoral des non-résidents

Les listes d'émargements constituent une dernière source disponible pour saisir le comportement électoral des non-résidents. L'adresse indiquée est un indicateur imparfait : elle peut être « l'adresse effective où l'électeur peut être contacté, y compris lorsque celle-ci n'est pas située sur le territoire de la commune⁶⁹ » ou bien celle du logement au titre duquel l'électrice est inscrite. Entre les communes de la vallée, la pratique varie : sur les listes électorales de l'une ne figure presque aucune adresse hors de la commune (malgré ses nombreuses résidences secondaires), alors que dans une autre des adresses hors du département voire du pays peuvent apparaître. Il faudrait alors pouvoir observer à chaque fois le travail de la commission de révision des listes électorales pour comprendre à quoi correspondent ces adresses. L'importance des votes par procuration pourrait également constituer un indice de la présence d'électeurs non-résidents⁷⁰ ; mais ces derniers étant nombreux à vivre à proximité et à être régulièrement présents dans la commune le week-end, et donc le jour des scrutins, cet indicateur est aussi imparfait.

Sogue est l'une des communes de la Ponta les plus marquées par la présence d'électeurs non-résidents. Les enquêtes sogasques estiment qu'entre 300 et 500 habitants sont présents toute l'année. D'après le maire, environ 950 foyers sont abonnés à l'eau et 1 500 personnes paient des impôts locaux. La « population municipale » comptée par l'INSEE en 2012 recense 726 habitants, auxquels s'ajoutent 15 personnes « comptées à part⁷¹ ». Il y a donc de multiples réponses possibles à la question du nombre d'habitants de la commune, comme en témoigne également cet extrait d'entretien avec un conseiller municipal :

« - En fait à Sogue il y a combien de résidents vraiment ?

- Ben alors euh... on va dire trois choses : en été, en hiver et liste électorale⁷². »

69. Circulaire NOR/INTA 1317573C du ministère de l'Intérieur, 25/07/2013.

70. Selon des logiques sociales et politiques alors différentes, comme on va le voir, de celles mises en évidence pour les électeurs urbains et bourgeois par Charpentier (A.) *et al.*, « Un homme, deux voix : le vote par procuration », *La Vie des idées*, 11 février 2014.

71. La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune.

72. Entretien, conseiller municipal de Sogue, 25 novembre 2013.

895 personnes étaient inscrites sur les listes électorales pour les municipales de 2014 et 796 ont voté au premier tour. Sogue est donc dans le cas des petites communes étudiées ci-dessus : il y a plus d'inscrits sur les listes électorales mais aussi plus de votants au premier tour des municipales que d'habitants recensés, mineurs compris.

Pour les élections municipales de 2014, 75 % des inscrits sur les listes électorales de Sogue le sont avec une adresse dans la commune. Le quart restant est inscrit avec une adresse dans une grande ville du département, dont 9 % à Nice. Seuls 4 % indiquent une résidence hors des Alpes-Maritimes (si l'on accepte d'inclure Monaco dans les Alpes-Maritimes⁷³). Dans l'ensemble, seule une minorité d'électeurs (12 %) est née dans la commune, et ce sont en grande majorité des personnes nées avant la fin des années 1950. Ce faible nombre de natifs est en grande partie dû à l'absence de maternité à Sogue, aux pratiques d'accouchement en milieu médicalisé depuis les années 1920-1930⁷⁴, et à la définition du lieu de naissance comme celui de « l'expulsion ». Les deux tiers des électeurs sont nés dans le département (Alpes-Maritimes et Monaco). Ici, les extra-inscrits sont plus âgés que les inscrits résidents.

En mars 2014, les électeurs qui ne sont pas inscrits avec une adresse à Sogue se sont deux fois plus abstenus et ont eu deux fois plus recours au vote par procuration que ceux inscrits avec une adresse dans la commune – soit les deux comportements qu'on peut considérer comme opposés du point de vue du rapport au vote : éloignement ou forte implication.

Les résidents des Alpes-Maritimes sont ceux qui ont participé dans des proportions les plus proches des sogasques, puis les non-maralpins et les monégasques. Ces deux dernières catégories ont pour point commun de s'être peu déplacées le jour du vote (32 et 38 %) ; mais les « non-maralpins » compensent par un usage intense de la procuration. Les Niçois et maralpins ont eux aussi largement fait usage de la procuration (20 %).

L'ampleur de la mobilisation pour les municipales se mesure aussi par contraste avec les comportements électoraux pour les européennes, trois mois plus tard. Premier constat : il y a moins d'inscrits sur les listes : 844 (contre 846) sur la liste principale, et 14 (contre 49) pour la liste complémentaire. L'enrôlement des étrangers européens s'est donc clairement fait sur des enjeux municipaux : au moment de s'inscrire, la grande majorité d'entre eux n'a pas rempli le formulaire supplémentaire pour voter également pour les européennes.

73. La principauté est un État, mais géographiquement entourée de toutes parts par les Alpes-Maritimes.

74. Morel (M.-F.), « Histoire de l'accouchement en France », *Actualité et dossier en santé publique*, 61-62, 2008.

**Tableau 4. Comportement au 1^{er} tour des élections municipales de 2014
des électeurs de Sogue, selon leur adresse d’inscription
sur les listes électorales (% en ligne)**

Adresse d'inscription sur les listes électorales	Comportement électoral				Total (% en colonne)
	Abstention	Vote en personne		Vote par procuration	
			dont mandataires		
Sogue	59 9 %	533 79 %	109 16 %	86 12 %	678 75 %
Hors Sogue	40 18 %	126 58 %	31 14 %	51 24 %	217 25 %
Dont vallée de la Ponta	0	10 90 %	6 54 %	1 10 %	11 1 %
Dont Nice	11 15 %	52 65 %	15 19 %	16 20 %	79 9 %
Dont Monaco	14 44 %	12 38 %	4 12 %	6 18 %	32 4 %
Dont Alpes- Maritimes hors Ponta, Nice, Monaco	6 10 %	41 67 %	6 10 %	14 23 %	61 7 %
Dont hors des Alpes-Maritimes	9 26 %	11 32 %	0	14 41 %	34 4 %
Total	99 10 %	659 75 %	140 16 %	137 15 %	895 100 %

**Tableau 5. Abstention aux élections municipales et européennes
de 2014 des électeurs de Sogue, selon leurs adresses d’inscription
sur les listes électorales**

Adresse d’inscription sur les listes électorales	Abstention aux municipales	Abstention aux européennes	Ecart en points
Sogue	9 %	46 %	+ 37
Hors Sogue	18 %	51 %	+ 33
Dont Vallée de la Ponta	0	20 %	+ 20
Dont Nice	15 %	46 %	+ 31
Dont Monaco	44 %	52 %	+ 8
Dont Alpes-Maritimes hors Ponta, Nice, Monaco	10 %	59 %	+ 49
Dont hors des Alpes-Maritimes	26 %	62 %	+ 36
Total	10 %	47 %	+ 37
Moyenne nationale	36,5 %	57,5 %	+21

Si on compare simplement les résidents et non-résidents, ceux qui sont inscrits avec une adresse hors de la commune s'abstiennent un peu plus, mais surtout se déplacent moins pour voter et ont davantage recours à la procuration. Le plus fort écart de comportement électoral entre les municipales et les européennes concerne les électeurs des villes moyennes de la Côte d'Azur : 10 % d'abstention pour les municipales, 60 % pour les européennes. Cette hausse de l'abstention va de pair avec une chute des déplacements pour voter : 67 % des résidents maralpins (hors Ponta, Nice et Monaco) avaient voté en personne aux municipales, ils ne sont plus que 27 % à le faire pour les européennes. Dans l'ensemble, ces inscrits d'ailleurs ne ressemblent pas aux « mal-inscrits », dans la mesure où ils votent certes moins que les inscrits résidents, mais dans des proportions bien supérieures à la moyenne nationale et qui varient de façon similaire à celles des résidents.

Du point de vue de son histoire sociale et démographique, la vallée de la Ponta est ainsi une vallée montagnarde « typique », connaissant des migrations peu lointaines, saisonnières et temporaires, décrites par les historiens des migrations. Ces dernières ont vraisemblablement la particularité de s'intensifier plus tôt que dans d'autres zones de montagne avec le développement précoce du tourisme sur la Côte d'Azur, tourisme d'hiver bien ajusté aux rythmes de l'activité agricole. La confrontation entre recensement et résultats électoraux, puis l'étude des adresses des électeurs, ont montré que la vallée de la Ponta est également particulièrement concernée par la présence d'extra-inscrits typique des zones de montagne si l'on en croit les données nationales.

Vote et appartenance locale

En vertu du Code électoral français, les personnes qui sont propriétaires à Sogue ou à Guède tout en travaillant et résidant sur la côte ont le choix d'être électrices dans l'un des deux endroits. Leur investissement des scènes politiques de ces deux petites communes montagnardes demande alors une mobilisation politique par des réseaux d'interconnaissance déployés à l'échelle du département. L'anthropologie politique rappelle en effet que si l'attachement à un territoire peut constituer la base d'une appartenance sociale et politique⁷⁵, cette relation est largement circulaire : la mobilisation politique est productrice d'attachement local⁷⁶. L'enquête ethnographique menée dans la haute vallée de la Ponta autour des élections municipales de 2014 permet de saisir les ressorts de la mobilisation électorale des originaires, et de souligner le fait qu'elle s'inscrit dans des décalages entre les positions sociales et politiques de la vallée et celles de la côte.

75. Pfaff-Czarnecka (J.), Toffin (G.), *The Politics of Belonging in the Himalayas: Local Attachments and Boundary Dynamics*, Sage Publications India, 2011.

76. Lovell (N.), ed., *Locality and Belonging*, Oxford-New York, Routledge, 1998.

La mobilisation des originaires

Dans ces petites communes, l'orientation du vote est intriquée dans les réseaux sociaux familiaux, amicaux, de voisinage. Lors de l'enquête ethnographique, j'ai pu observer plusieurs épisodes de « pointage » des listes électorales par des candidats aux élections municipales : il est frappant de constater le très petit nombre de personnes inconnues des colistiers et la faible incertitude qui prévaut à leur issue, quand bien même, on l'a dit, une partie des électeurs inscrits n'appartient pas à un espace résidentiel commun de façon quotidienne.

Dans la mesure où les relations familiales et amicales ne se « défont » pas si facilement, une manière de perturber les équilibres politiques consiste à faire entrer de nouvelles personnes sur les listes électorales. Les candidats ont alors un réservoir d'électeurs potentiels, légalement autorisés à s'inscrire dans la commune, avec la population des propriétaires de résidences secondaires. Une élue municipale sortante décrit ainsi cette « campagne avant la campagne » qui a lieu en décembre 2013⁷⁷ :

« - Et pour les élections, c'est quelque chose d'important les résidences secondaires, c'est des gens qui votent ici, qui sont intéressés par la vie politique ?

- Oui, oui. Ils sont intéressés parce que, je pourrais pas dire pour la majorité, mais il y a des gens qui sont propriétaires ici, et qui ne sont pas propriétaires à Nice ou à Menton. Ils sont soit en HLM soit en location, et ils ont préféré acheter ici. Après il y a toute cette génération de jeunes qui a dû partir pour travailler, parce qu'ils ont pas trouvé de travail sur place. Ils ont eu toute leur scolarité ici, parce qu'ils ont la maison de famille, alors là eux ils ont toujours voté à Sogue parce que c'est vraiment leur centre d'intérêt. Moi il y en a qui me l'ont dit : moi, ma voix à Nice ou à Cannes elle pèse pas grand-chose, alors qu'à Sogue. Et puis c'est vraiment les gens qui viennent tout le temps. Après il y a ceux qui votent mais qui viennent pas [elle baisse la voix] moi je connais des gens qu'on est allé chercher et qu'on a fait inscrire, qui sont pas. Moi j'en connais qui ont fait leur résidence puis après, soit il y a eu un divorce, soit, ils sont plus venus, et puis là comme par hasard ils se sont fait inscrire sur les listes électorales. Parce qu'on est allé les chercher. Bon ils sont contribuables, ils ont le droit.

- Ça veut dire que c'est des gens qui vont quand même venir pour voter ?

- Oh, ou ils donnent une procuration. Voilà. Mais ça fausse un peu. Moi, je comprends quand on vient régulièrement, mais quand ça fait quinze ans qu'on vient plus à Sogue... Mais ils ont été sollicités, ça euh... Bon, ça c'est de bonne guerre, hein, chacun fait sa campagne⁷⁸. »

77. La date limite pour s'inscrire sur les listes électorales de l'année 2014 étant le 31 décembre 2013.

78. Entretien, 17 mars 2014.

À Sogue, les listes électorales comptaient 782 électeurs pour le 1^{er} tour de la présidentielle de 2012 et 895 en 2014. Il y a donc eu en 2013 au moins 89 nouvelles inscriptions d'électeurs, dont un tiers avec une adresse dans une autre commune.

Dans la mesure où les loyautés politiques sont largement déterminées par des liens et des temporalités étrangères aux rythmes électoraux, la campagne électorale à proprement parler consiste surtout à mobiliser « ses » électeurs pour qu'ils votent effectivement. C'est d'autant plus un enjeu quand figurent sur les listes autant d'électeurs non-résidents. Ainsi, lors des « pointages » mentionnés, c'est en réalité une double question qui est posée : est-ce que la personne est « pour nous », et est-ce qu'elle va « monter » le jour de l'élection ? Peu de réunions publiques sont organisées, une par liste à Sogue, une par liste à Guède et dans son hameau principal. Mais les listes concurrentes à Sogue font également chacune une réunion publique à Nice, un soir de semaine, et l'une d'elles également dans une ville française voisine de Monaco. À cette mobilisation visible s'ajoute tout le travail « invisible », largement réalisé par des femmes, candidates ou non : les visites à domicile, qui s'inscrivent dans les rituels sociaux ordinaires liés aux naissances, décès, etc.⁷⁹, ont la particularité, à Sogue et à Guède, de se dérouler également à distance, par téléphone.

De même, les candidats cherchent à assurer le transport des électeurs (« demande-lui si elle va monter ses parents »), redoutent des chutes de neige qui le rendraient plus difficile, etc. En 2008, dans un tract en faveur de sa réélection au poste de Conseiller général qu'il occupe depuis 1970, le candidat UMP, lui-même résidant et travaillant comme avocat à Nice, invitait les électeurs à le contacter « pour le transport depuis Nice le jour des élections et pour tous problèmes de procuration ». En 2014, les candidats reparlent de ce « bus de Balacelli » affrété en 2008 et duquel ils avaient profité pour transporter également des électeurs pour les municipales : « On en avait mis plus à nous qu'à Balacelli dans ce bus ! » Cette mobilisation des électeurs lointains se ressent enfin dans l'organisation des procurations, dont on a mentionné le nombre important. Presque tous les élus et les candidats sont mandataires, très souvent de leurs enfants.

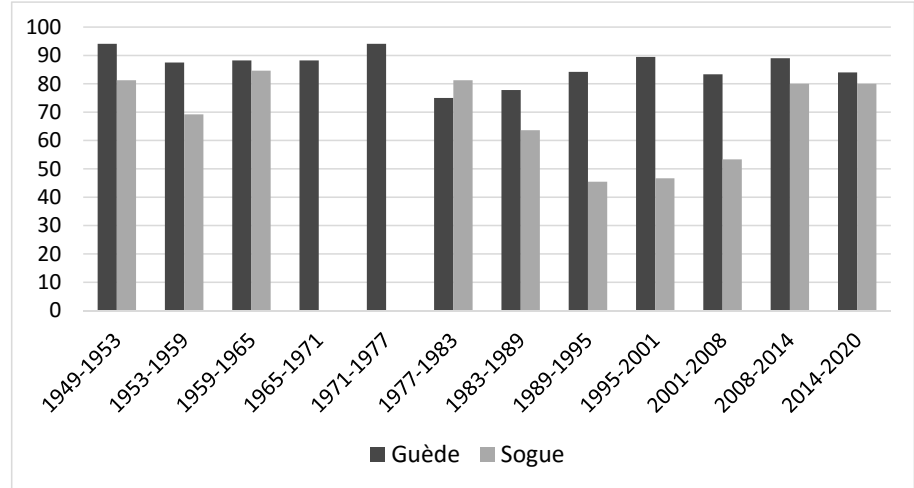
Les élus non-résidents

Si les candidats sont autant en mesure d'entretenir des loyautés politiques au-delà de l'espace de la commune, c'est qu'ils sont eux-mêmes, en partie, non-résidents. En effet, il est plus facile d'être éligible qu'électeur non-résident : la seule restriction est que les conseillers municipaux non-résidents ne doivent pas

79. Briquet (J.-L.), « Les amis de mes amis... Registres de la mobilisation politique dans la Corse rurale », *Mots*, 25 (1), 1990.

représenter plus d'un quart des élus dans les communes de plus de 500 habitants⁸⁰. Dans les années 1950, plusieurs élections ont été annulées suite à des recours contre la présence de ces conseillers « forains », jusqu'à ce que la limitation légale, toujours en vigueur, ne soit en pratique plus mobilisée dans la Ponta.

Tableau 6. Proportions de résidents parmi les conseillers municipaux⁸¹



À Sogue, dans les années 1990-2000, la moitié des élus n'était pas résidente dans le village.

La proportion importante d'électeurs et d'élus non-résidents amène ainsi à souligner la domination à la fois sociale et politique qu'exercent ces « originaires » sur « leur » commune. Certes, la sous-représentation des catégories populaires est la règle dans les conseils municipaux⁸². Ainsi, si les artisans-commerçants et les agriculteurs y sont bien représentés, les employées (qui ont le double handicap d'être de classe populaire et de sexe féminin) restent durablement exclues malgré leur nombre croissant : depuis le début des années 1980, elles représentent 15 % des élus, et de 40 à 60 % de la population active. Mais ici, la distorsion de la représentation politique est à lier à la présence de ces non-résidents dans les conseils municipaux, qui rend possible la présence de 40 % de cadres en moyenne depuis

80. Le ministère de l'Intérieur précise à ce sujet que la résidence est « une notion de fait, qui s'apprécie de manière concrète, au cas par cas ». Question n° 61131 publiée au J.O. A.N. du 6 juillet 2010.

81. Source : tableau des élus (Archives préfectorales) et listes électorales depuis 2008. Les élus de Sogue des 2 mandats compris entre 1965 et 1977 ne sont pas indiqués car je manque d'information pour la moitié d'entre eux.

82. Koebel (M.), « Les élus municipaux représentent-ils le peuple ? Portrait sociologique », *Metropolitiques*, 2012.

1977 dans les Conseils municipaux de Guède quand ceux-ci ne composent que 6 % de la population active recensée sur la même période.

Ce phénomène est particulièrement visible si l'on s'intéresse aux maires successifs des deux communes. Sogue a été dirigée pendant 18 ans par un haut fonctionnaire résidant à Paris.

Mandat(s)	Profession	Lieu d'exercice
1949-1965 (3)	Concierge dans un hôtel de luxe	Nice
1965-1983 (3)	Inspecteur général de l'Administration	Paris
1995-2008 (4)	Principal de collège	Guède
2008-2014 (1)	Cadre du public	Nice
2014... (1)	Chef d'entreprise de BTP	Nice

À Guède, le poids social et politique des commerçants favorise des carrières locales, y compris pour des maires. Mais la figure emblématique reste Balacelli, qui été maire pendant presque 40 ans et reste conseiller général jusqu'en 2014. Né en 1929, issu d'une vieille famille niçoise, il ouvre son cabinet d'avocat grâce à la clientèle de son père, assureur, avant de devenir un professionnel de la politique via les réseaux médécinistes départementaux⁸³. D'après les enquêtés, il aimait à se vanter du fait que son premier adjoint, qui lui a succédé, n'était « que boulanger ».

Mandat(s)	Profession	Lieu d'exercice
1949-53 (1)	Sans	Guède
1953-65 (2)	Restaurateur	Guède
1965-71 (1)	Concierge dans un hôtel de luxe ⁸⁴	Nice
1971-08 (6)	Avocat-CG-Sénat	Nice
2008-... (2)	Boulangier (retraité)	Guède

Ces profils révèlent à la fois la domination sociale exercée par les maires dans leurs communes et les relations de domination politique départementale et régionale : le principal rôle d'un maire de telles petites communes est d'entretenir des liens avec les « grands élus » du littoral pour obtenir des

83. Jean Médecin, avocat, est maire de Nice de 1928 jusqu'à sa mort en 1965. Il est également député et sénateur de 1932 à 1962, et président du Conseil général de 1951 à 1961. Son fils Jacques lui succède à la mairie de Nice, qu'il conserve jusqu'à sa démission et sa fuite en Uruguay en 1990 suite à des poursuites judiciaires. Jacques est également président du Conseil général de 1973 à 1990, député, et secrétaire d'État au tourisme en 1976.

84. La même personne était précédemment maire de Sogue (et conseiller général du canton de 1951 à 1970).

ressources pour sa commune⁸⁵. C'est ainsi que « Maître Balacelli » insiste dans l'ensemble de ses documents de campagne et dans ses apparitions publiques sur les installations dans le canton de maisons de retraite, d'un Centre d'Aide par le Travail, d'une Maison d'accueil spécialisée, etc., qu'il a obtenues en étant vice-président du Conseil général et dont il a dirigé la construction en tant que président de l'Office HLM du département, sous l'ère Médecin. De même, le nouveau maire de Sogue, seul non-résident de son équipe, met-il en avant ses relations d'amitié politique et professionnelle avec les grands élus du département, liées en particulier à son mandat de président d'une fédération départementale de BTP.

Contestations et diversité des modes d'appartenance locale

Bien sûr, cet enrôlement d'électeurs non-résidents ne fait pas consensus parmi les candidats et les électeurs. La sociologie rurale souligne la diversité des rapports aux lieux des populations rurales contemporaines. Les travaux de Yannick Sencébé (dont il faut faire remarquer qu'ils portent sur une vallée montagnarde du Diois) y insistent particulièrement et y repèrent également des « originaires » semblables à ceux de la Ponta, caractérisés par un « espace vécu bipolaire, constitué d'une résidence principale associée au travail et au foyer conjugal, et d'une résidence secondaire associée à la famille élargie et à la mémoire⁸⁶ ».

Des contestations périodiques du poids des électeurs non-résidents s'expriment dans la Ponta. Des animateurs du PCF de la haute vallée en avaient fait une cause centrale, comme dans ce tract datant du milieu des années 1980 :

« Monsieur le sénateur-maire-conseiller général a tellement d'amis à Nice que les listes de [Guède] en regorgent. [...] À chaque élection vous avez constaté comme nous le nombre impressionnant d'électeurs inconnus qui viennent apporter leur contribution à l'élection de notre Conseil municipal. [...] La majorité de nos concitoyens est composée d'honnêtes gens qui vivent en permanence dans la commune. »

C'est à cette période qu'ils contestent 155 inscrits sur les listes électorales de Guède (sur 1430) devant le Tribunal administratif de Menton. Seuls dix sont radiés, bien que cinquante-quatre lettres d'avertissement envoyées par le Greffe du Tribunal soient revenues avec la mention « n'habite pas à l'adresse indiquée⁸⁷ ».

85. Girard (V.), « Une notabilisation sous contrôle : la trajectoire d'un maire rural face à un professionnel de la politique sur la scène intercommunale (1971-1995) », *Politix*, 83, 2008.

86. Sencébé (Y.), « Être ici, être d'ici », *Ethnologie française*, 34 (1), 2004 ; *Id.*, « Multi(ples) appartenances en milieu rural », *Informations sociales*, 164, 2011.

87. Tract, Archives privées.

À Sogue, la contestation, là aussi inséparablement politique et sociale, a davantage été portée par les anciens « hippies », désormais installés comme maraîchers, éleveurs et artisans. Ces derniers valorisent leur rôle dans la revitalisation du village (marché hebdomadaire, école, etc.), et condamnent en retour l'attitude des non-résidents : « Tout le village est leur village de vacances. Eux, à partir du moment où l'été y'a le 14 juillet, le 15 août, le concours de boules et le loto, tout va bien⁸⁸. » Bien qu'ils ne représentent aujourd'hui qu'une quarantaine d'électeurs, ils sont réputés avoir contribué à l'élection du maire affilié au PS en poste de 2008 à 2014, au détriment de son prédécesseur au conseil municipal composé de non-résidents.

En retour, les « originaires » de la côte défendent un attachement au village basé sur l'ancienneté de leur implantation. Ils sont particulièrement investis dans les associations d'histoire locale, d'entretien des traditions religieuses et folkloriques, davantage même que les résidents. On en trouve une illustration dans ce début d'entretien, mené à Monaco avec un membre d'une association folklorique de Guède, propriétaire d'une résidence secondaire héritée et électeur : « Ma famille à Guède remonte au XII^e siècle », suivi d'un exposé précis de sa généalogie⁸⁹. Cette agricultrice relate ainsi en entretien une altercation avec une sogasque au sujet d'une place de stationnement : tandis que cette dernière avançait le fait que « [s]a famille est de Sogue depuis dix générations ! », elle lui répliqua que, pour sa part, « [s]es enfants vont à l'école à Sogue⁹⁰ ».

Les mondes montagnards ont servi ici de point d'ancrage pour faire dialoguer des travaux venus de différents pôles des sciences sociales. L'attention aux électeurs mobiles est nouvelle et la confrontation des nombres de recensés, d'inscrits et de votants inédite. Mais elles rencontrent directement des travaux anciens d'histoire des migrations et d'anthropologie rurale. Le cas des « originaires » démontre une nouvelle fois l'intérêt de sortir d'une approche restrictive du vote, limitée à ses résultats, pour en étudier les usages sociaux. Plus largement, il vient confirmer les bénéfices à traiter les faits politiques comme des objets ordinaires des sciences sociales. Les vertus d'une sortie de la division scientifique du travail s'illustrent aussi à propos des migrations : l'histoire moderne et contemporaine des migrations montagnardes, l'anthropologie des zones rurales de l'après-Seconde Guerre mondiale, l'anthropologie des mobilités transnationales du tournant du XXI^e siècle – et désormais la sociologie électorale – soulignent toutes des pratiques de maintien de l'ancrage dans le lieu de départ et la cumulativité des appartenances. Les différences d'échelle et de période n'impliquent pas des outils analytiques différents⁹¹.

88. Entretien, 20 novembre 2013.

89. Entretien, 3 avril 2014.

90. Entretien, 27 mars 2014.

91. Siméant (J.), dir., *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

L'analyse des électeurs mobiles montre également les gains produits par le pluralisme méthodologique. L'ethnographie est une méthode privilégiée pour se défaire de la pensée d'État. Dans ce travail, l'enquête ethnographique est temporellement première et, alors que son objet n'est pas le vote (mais le nationalisme ordinaire), elle a permis de découvrir que la question du nombre d'habitants de ces communes n'était pas une question simple. Ensuite, la constitution et l'exploitation de données quantifiées ont révélé cette fois l'ampleur du décalage entre électeurs et résidents, sa structuration géographique et sa profondeur historique. À partir de ces résultats, il devient difficile de continuer à faire de l'analyse électorale en mettant en relation les données du recensement et les résultats électoraux comme s'ils concernaient les mêmes personnes. L'hybridation disciplinaire et méthodologique ouvre des perspectives : la sociologie électorale a tout à gagner à sortir d'une vision restrictive de l'appartenance locale et à adopter les outils plurilocalisés des géographes et démographes. Réciproquement, le lieu du vote pourrait être inclus parmi les indicateurs d'attachement territorial de ces derniers.

Dans la continuité du « tournant spatial » des sciences sociales⁹², ce cas invite à affiner nos usages des outils spatiaux. Le lieu de résidence n'est pas un indicateur suffisant des rapports sociaux et des interactions dans lesquels sont pris les enquêtés. À ne les regarder que par le biais du recensement, les habitants de la haute-Ponta pourraient apparaître comme un groupe populaire isolé : majorité d'employées, très peu de travailleurs à l'extérieur, etc. Pourtant, ils sont en contact, de façon certes non quotidienne mais régulière, avec des cadres urbains, et les relations politiques en sont une des modalités. Réciproquement, en n'étudiant les électeurs non-résidents qu'à partir de leur lieu de résidence principale, on passerait à côté du fait que leurs ressources sociales parfois « moyennes » en ville peuvent se révéler très distinctives dans leur village d'origine et d'élection. Il ne s'agit pas bien sûr de faire des appartenances collectives de simples questions d'échelle. Akhil Gupta et James Ferguson ont souligné combien les discours sur le « local » ont joué un rôle significatif dans la création de concepts académiques qui conçoivent les lieux comme des aires géographiques facilement identifiables, plutôt que comme des « sites construits par des champs de relations de pouvoir⁹³ ». Ni le lieu de résidence ni celui du vote ne remplacent ou ne sont des indicateurs des caractéristiques sociales des individus. Mais connaître les lieux pertinents pour les enquêtés permet de savoir dans quels rapports sociaux et dans quelles interactions ils sont engagés, et ainsi de considérer les variations de la valeur de leurs propriétés sociales selon l'espace – spatial et social – dans lequel elles prennent sens.

92. Crang (M.), Thrift (N.), eds, *Thinking Space*, New York, Routledge, 2000 ; Ripoll (F.), Tissot (S.), dir., « La dimension spatiale des ressources sociales », *Regards sociologiques*, 2010 ; Warf (B.), Arias (S.), eds, *The Spatial Turn: Interdisciplinary Perspectives*, New York, Routledge, 2014.

93. Gupta (A.), Ferguson (J.), « Discipline and Practice : "The Field" as Site, Method and Location in Anthropology », in *Anthropological Locations : Boundaries and Grounds of a Field Science*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 35.

Lucie BARGEL est maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Nice (ERMES et CESSP). Elle étudie le nationalisme ordinaire à travers la socio-histoire d'un espace frontalier. À partir de cette enquête dans une zone montagnarde, elle a récemment publié « D'une mobilisation extraordinaire à une campagne ordinaire. L'effacement de la thématique intercommunale sur les scènes municipales de communes montagnardes », in Le Saout (R.),

Vignon (S.), dir., *Une invitée discrète. L'intercommunalité dans les campagnes électorales de mars 2014*, Paris, Berger-Levrault, 2015. Elle travaille également sur la sociologie du genre et de l'engagement (enquête sur les effets biographiques de l'engagement féministe à Marseille dans les années 1970), et sur celle des pratiques vestimentaires.

bargel@unice.fr